



DOSSIER D'ENQUETE PUBLIQUE

Mise en concordance d'une partie du cahier des charges du lotissement « Parc de Mérignac Résidence »
avec le Plan Local d'Urbanisme intercommunal

Note de présentation

1) Coordonnées du Maître d'ouvrage responsable du dossier d'enquête publique

Commune de Mérignac

Représentée par son Maire, Monsieur Alain Anziani

Adresse : 60 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny - 33700 Mérignac

Affaire suivie par la Direction transition écologique.

Personne en charge du dossier : Julien Bertran – contact par mail : agenda21@merignac.com.

2) Objet et organisation de l'enquête

En application de l'article L 442-11 du Code de l'urbanisme, la présente enquête publique a pour objet la mise en concordance d'une partie du cahier des charges du lotissement « Parc Mérignac Résidence » avec le Plan Local d'Urbanisme en vigueur (PLU version 3.1) afin de permettre la réalisation d'un projet d'intérêt général visant à créer un nouveau service public : la Maison de la nature de Mérignac.

Les textes législatifs et réglementaires du Code de l'urbanisme et du Code de l'environnement et notamment ceux qui régissent l'enquête publique préalable à la mise en concordance sont présentés en Annexe 1.

Suite à la demande de Monsieur le Maire de Mérignac, le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux, par décision n°E23000012/33 du 26/01/2023 (cf. annexe 2), a désigné Madame Perrine Moruchon en qualité de Commissaire-Enquêteur.

L'organisation de l'enquête publique a été arrêtée en concertation avec le Commissaire-Enquêteur et ses modalités définies par arrêté du Maire n°AM-2023-025 en date du 3 février 2023 (joint au dossier d'enquête), fixant notamment :

- La durée de l'enquête publique : du 8 mars 2023 au 5 avril 2023, soit 29 jours (la réglementation permet 15 jours d'enquête mais il a été décidé de laisser plus de temps aux personnes intéressées pour s'exprimer).

- Le nombre de permanences du Commissaire-Enquêteur : 3 demi-journées -le mercredi 08 mars 2023 de 09h à 12h - samedi 18 mars 2023 de 09h à 12h – mercredi 05 avril de 14h à 17h.

- ses mesures de publicité :

- des panneaux A2 réglementaires, apposés en Mairie et sur plusieurs endroits de la zone concernée, aux entrées principales du parc du château et sur les places des 5 quartiers du lotissement le 20 février 2023,
- parution d'un avis d'enquête publique dans deux journaux locaux : Sud Ouest (17/02 et 14/03) et les Echos Judiciaires (17/02 et 10/03) soit une première fois 15 jours avant le début de l'enquête et une seconde fois dans les 8 jours du début de l'enquête,
- mise en ligne du dossier d'enquête sur le site internet de la Mairie (www.merignac.com) au plus tard à l'ouverture de l'enquête le 8 mars 2023.

Le dossier d'enquête comprend les pièces suivantes :

- l'arrêté du Maire prescrivant l'enquête publique,
- la présente note de présentation et ses annexes,
- l'arrêté préfectoral du 22 septembre 1960 approuvant le projet de lotissement « parc de Mérignac »,
- la partie du cahier des charges du lotissement « parc de Mérignac résidence » concerné par la mise en concordance,
- la carte du plan masse du projet de lotissement annexé au cahier des charges,
- la carte du « parc public » lié à la cession des terrains par les consorts DEMON (annexe de l'acte de cession du 30 décembre 1964),
- les règlements des zones Nu et UM12 concernés et la prescription C3009,
- le registre d'observations coté et paraphé par la commissaire-enquêteur.

3) Objectif de la procédure de mise en concordance

Conformément au Code de l'urbanisme, les règles d'urbanisme notamment le cahier des charges du lotissement « Parc Mérignac-Résidence », approuvé par arrêté préfectoral en date du 22/09/1960, sont caduques. Toutefois, les droits et obligations dites « contractuelles », régissant les rapports entre les colotis et le gestionnaire des parties communes continue à produire leurs effets. Certaines de ces dispositions contractuelles précisées ci-dessous sont contraires à celles du PLU 3.1 approuvé et ne permettent pas de réaliser le projet de Maison de la nature, projet d'intérêt général visant à créer un nouveau service public, projet conforme au règlement du PLU en vigueur sur la zone concernée.

La disposition du cahier des charges du lotissement contraire au PLU et contraignante pour le projet de Maison de la nature est une servitude non aedificandi prévue à l'article XI, servitude qui empêche toute construction qui dépasse du sol sur une zone délimitée de plus de 20 hectares et destinée à être aménagée en « parc public ». En effet les parcelles concernées par le projet de Maison de la nature sont situées dans le « parc public » de 20 hectare grevé de la servitude non aedificandi.

La définition d'une destination de « parc public » pour les parcelles concernées sera également modifiée car non concordante avec les règlements Nu et UM12 du PLU.

Cette mise en concordance permettra de réaliser le projet de Maison de la nature décrit au chapitre 4. Ce projet fait l'objet d'une procédure de délégation de service public en cours au moment de l'enquête. Le projet est situé sur un bâtiment existant mais nécessitera pour certains points un dépôt de permis de construire par le futur délégataire.

Au terme de l'enquête publique et après délibération en Conseil Municipal, sous réserve des éventuelles adaptations à apporter au projet de mise en concordance, le Maire de Mérignac sera compétent pour adapter par arrêté municipal le cahier des charges du lotissement concerné.

La mise en concordance annule les dispositions de l'article XI du cahier des charges du lotissement « Parc de Mérignac-Résidence » sur une surface restreinte aux trois parcelles (BC438, BC439, BC441) concernées par le projet de Maison de la Nature et les remplace par les dispositions du PLU en vigueur (règlement des zones UM12 et Nu et prescriptions C3009 : Continuité du parc du Château). Les autres dispositions du cahier des charges à valeur contractuelle demeureront applicables entre les colotis et le gestionnaire des parties communes, et la servitude non aedificandi continuera de s'appliquer sur le reste du parc public y compris les 5 places qui ont été également cédées à la commune. Les parties du cahier des charges qui concernent les zones d'habitations en zone UM20 au sens du PLU ne sont pas concernées par cette procédure.

La présente procédure de mise en concordance n'est pas soumise à évaluation environnementale ni à examen au cas par cas au titre du Code de l'environnement. Elle a pour objectif de mettre en cohérence une partie du cahier des charges du lotissement avec les dispositions du PLU qui a déjà fait l'objet d'une évaluation environnementale.

4) Caractéristiques les plus importantes du projet de Maison de la Nature

La ville a acquis en 2020, auprès de Réseau Canopée les parcelles BC438 et BC439, au 4 rue Jean Veyri. Sur ces parcelles a été construit en 1984-86 un bâtiment de 2000 m² par le Département de Gironde, bâtiment qui abrita tout d'abord le Centre Départemental de Documentation Pédagogique puis Canopée 33 à partir de 2017.

Cette acquisition avait un double objectif : réaliser le projet Maison de la nature, un nouvel équipement public d'intérêt général, mais également garder la maîtrise d'un foncier qui, au sens du règlement UM12 « tissus à dominante de grands ensembles et tissus mixtes » du PLU, aurait pu faire l'objet de constructions de bâtiments pouvant atteindre entre 15 et 21 mètres de hauteur de façade et entre 21 et 27 mètres de hauteur totale.

Les droits à construire des deux parcelles concernées (BC438-BC439) n'étant pas en concordance avec les enjeux patrimoniaux de l'environnement du parc, la Ville envisage d'ailleurs de revoir à la baisse cette constructibilité lors d'une prochaine évolution du PLU afin de protéger encore un peu plus le site.

L'ambition première de la Maison de la Nature est de créer un lieu vivant et inspirant pour l'ensemble des mérignacais, afin de les sensibiliser et de les accompagner, dans leur démarche de transition écologique. Les sujets traités seront variés : la nature en ville, les enjeux climatiques et énergétiques, la mobilité, les déchets, l'alimentation et la santé, les pollutions et la préservation des ressources en eau et des sols. Les mérignacais y trouveront à s'informer mais aussi les outils pour passer à l'action de manière collective ou individuelle grâce à de multiples animations et services. La localisation de cet équipement est en accord avec sa finalité puisqu'il se situe en bordure du parc du Château, grande zone boisée, gérée de manière entièrement naturelle sans exploitation de bois, et entièrement en espace boisé classé.

L'originalité du projet réside dans la volonté affichée de se différencier des lieux classiques consacrés à l'environnement et qui attirent essentiellement des publics déjà engagés. Il s'agit de faire venir également des publics qui ne sont pas déjà sensibilisés, voire peu intéressés et de les accompagner de façon pragmatique

avec des discours adaptés, ni culpabilisants, ni anxiogènes ou clivants. Le tout dans un lieu qualitatif et convivial.

Les publics ciblés sont les habitants de la Ville et de la Métropole et les scolaires mais également les parties prenantes que sont les associations et les entreprises. La Maison de la nature proposera de nombreuses activités. Une attention particulière sera évidemment apportée à l'accueil des enfants et des jeunes qu'ils viennent en famille ou en groupe avec leur établissement scolaire ou leur structure d'accueil et d'animation. Pour eux la dimension ludique et expérientielle des activités sera un facteur clef de réussite. Pour incarner ce projet ambitieux il fallait un lieu à la hauteur avec un bâtiment de taille suffisante.

Le programme global prévisionnel des activités et services de la future Maison de la Nature est décrit ci-dessous. Le projet sera réalisé dans le cadre d'une Délégation de Service Public d'une durée de 10 ans dont la procédure est en cours de passation. Le Délégué devra réaliser la réhabilitation du bâtiment existant, les aménagements et gérer l'exploitation du site avec un contrôle des obligations contractuelles par la ville de Mérignac. Des aménagements à la marge de ce programme pourront être envisagés dans le cadre des négociations avec le futur délégataire.

Programme prévisionnel :

- La Maison du vélo (atelier de réparation de vélo, formation remise en selle, service de location de vélos à assistance électrique de longue durée...) gérée par l'association Léon à Vélo.
- Un lieu d'ateliers divers de sensibilisation, réparation, fabrication pour des animations sur toutes les thématiques de l'écologie.
- Un espace de séminaires/conférences/réunions/projections
- Un espace d'information, d'expositions
- Un café-restaurant exemplaire en termes d'engagement environnemental avec une terrasse extérieure.
- Un espace pédagogique interactif de démonstration-jeu-apprentissage sur les thèmes des enjeux de la transition écologique dans la vie courante (se loger, se nourrir, se déplacer, se vêtir, s'équiper)
- Un parcours pédagogique extérieur dans les arbres afin d'observer la canopée et d'apprendre de manière ludique les enjeux liés à la protection de l'environnement.
- Un espace de coworking-incubateur pour accueillir des activités privées ou associatives en lien avec la transition écologique.
- Des activités extérieures de sensibilisation.

Dans la logique du programme prévisionnel présenté par la ville, le délégataire devra déposer un permis de construire pour a minima un préau, des modifications de façades et la création d'un parcours dans les arbres. Ce dernier devra faire l'objet d'une demande d'examen « au cas par cas » en termes d'évaluation environnementale auprès de l'autorité environnementale.

Le bâtiment devra faire l'objet d'une réhabilitation ambitieuse en terme écologique et notamment énergétique. Le parcours dans les arbres pénétrera dans la parcelle BC441. L'espace boisé classé sera respecté strictement et ne fera l'objet d'aucun abattage d'arbre pour le projet, sauf pour des raisons de sécurité liée à des arbres estimés dangereux pour les usagers. Un diagnostic d'expert indépendant sera effectué dans ce cas précis.

Le parcours dans les arbres prévu devra être conçu par le Délégué et son projet sera validé par la Ville. La ville laisse la possibilité aux candidats à la DSP de faire des propositions pédagogiques alternatives en respectant strictement les règles de l'espace boisé classé. C'est pourquoi il n'est pas possible à ce stade de préciser le projet exact du parcours (cf. carte page 8) qui devra rester dans la partie sud de la parcelle BC441 et s'approcher le moins possible des habitations. Une distance minimale de 90 à 100 m sera demandée par la ville. Il s'agira très probablement d'un dispositif type « parc à filet » avec des animateurs dédiés. La ville refusera tout dispositif exclusivement ludique et sportif tel un accrobranche et sera vigilante sur le respect de la biodiversité et de la qualité d'usage pour les promeneurs au sol. Aucune construction au sol dégradant la destination forestière ne sera acceptée.

Quelques illustrations en annexe 3 montrent ce que pourrait être ce parcours, dont l'intégration paysagère devra être la plus aboutie possible. L'accès du parcours dans les arbres sera sécurisé et aucun usage non maîtrisé du parcours ne sera possible. La ville a imaginé des plateformes à thème reliées par des filets sécurisés qui auront un objectif pédagogique avec des panneaux explicatifs sur la nature et l'écologie intégrés.

L'espace sous le parcours dans les arbres sera en accès libre. Les promeneurs pourront continuer à cheminer partout. Les arbres supportant des filets et les plateformes devront faire l'objet d'une analyse phytosanitaire.

5) Concertation sur le projet de Maison de la nature

La ville a présenté le projet de Maison de la nature à plusieurs reprises :

- Atelier de quartier du centre-ville le 31 mars 2022 (avec 6 habitants référents présents)
- Atelier « jeunes » - 6 avril 2022 – découverte du projet sur place avec 7 jeunes du quartier avec la MJC centre ville, ces jeunes ayant par la suite travaillé sur leur maison de la nature rêvée et effectué une restitution à la ville.
- Comité de quartier du centre-ville le 4 mai 2022 (tous les habitants ayant été invités – une centaine de présents)
- Rencontre spécifique de concertation le 18 mai 2022 avec deux membres de l'association des riverains du parc du château de Mérignac
- Rencontre de Monsieur le Maire le 7 décembre 2022 avec le Président de l'association des riverains du parc du château de Mérignac et un membre du bureau.
- Visite de terrain avec une dizaine de membre de l'association des riverains du parc du château de Mérignac le 20 janvier 2023 après midi.

6) Justification de l'intérêt général de la mise en concordance

Depuis de nombreuses décennies, le Code de l'urbanisme n'a cessé d'évoluer pour offrir aux autorités d'urbanisme le moyen de supprimer les règles dérogatoires des lotissements, dans la mesure où elles freinent les objectifs d'intérêt généraux des politiques d'aménagement et d'urbanisme.

Dans ce contexte, les lotissements ne peuvent désormais perdurer au-delà de 10 ans (loi ALUR). Aujourd'hui, seuls de très anciens lotissements (antérieurs à 1978) peuvent avoir un cahier des charges, dont la valeur réglementaire et contractuelle continue à produire des effets.

En outre, depuis le 27 mars 2017, date d'entrée en vigueur des dispositions de la loi ALUR, les colotis ne disposent plus d'une majorité qualifiée de blocage, mécanisme n'ayant pas été mis en œuvre par ailleurs.

Pour autant ces règles peuvent faire obstacle aux objectifs des documents d'urbanisme et à la mise en œuvre des autorisations d'urbanisme. Ces dernières sont toujours délivrées sous réserve du droit des tiers (article A 424-8 CU). Le permis est délivré en fonction de sa conformité aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'urbanisme.

C'est pourquoi le législateur a prévu plusieurs dispositifs pour faire disparaître les règles d'urbanisme contenues dans lesdits cahiers des charges.

Aussi, en vertu du principe constant de la législation et de la réglementation française selon lequel l'autarcie juridique des lotissements ne saurait bloquer la mise en œuvre d'une politique communale ou intercommunale, le code de l'Urbanisme prévoit que l'autorité compétente peut, après enquête publique et délibération du conseil municipal, modifier par arrêté les cahiers des charges pour les mettre en concordance avec le PLU.

En l'espèce, le cahier des charges du lotissement « Parc Mérignac Résidence » validé par arrêté de Monsieur le préfet de Gironde en date du 22/09/1960 a été amendé par deux fois le 9 décembre 1961 puis le 16 décembre 1963 sans que ces amendements ne modifient la partie qui justifie la mise en concordance.

Le chapitre 1 de ce cahier des charges précise les règles et servitudes d'intérêt général qui s'imposent aux colotis et à l'entité gestionnaire des parties communes faisant partie du projet d'aménagement général. La commune désignée comme future propriétaire et donc gestionnaire des espaces communs est donc concernée par ces règles, ainsi que le futur délégataire auquel elle va confier la gestion du site de Maison de la Nature.

L'article XI du cahier des charges est rédigé de la manière suivante :

ARTICLE XI - RETROCESSION DE TERRAINS A LA COMMUNE ET PLACES PUBLIQUES.

Le terrain boisé compris entre l'ensemble des 5 quartiers du lotissement et la voie Rocade sera cédé à titre gratuit à la Commune de Mérignac aux fins suivantes :

^{29^{le} 86}
~~Sur environ il est destiné à l'aménagement d'un parc public grevé d'une servitude perpétuelle non oedificandi et de terrains scolaires. C'est sur cette superficie de 29^{le} 86 qui seront pris les 9^{ha} survenant maintenant aux besoins scolaires.~~
~~Ce terrain boisé constitué en majeure partie de pins maritimes arrivés au terme de leur évolution, sera pour en assurer la conservation, transformé graduellement en parc paysagé par abattage des pins existants et plantation simultanée d'arbres d'essences variées.~~
Le vœu de ce terrain sera, à l'initiative de la Commune, aménagé en parc public, grevé d'une servitude perpétuelle non-oedificandi.

Les places publiques situées au centre de chacun des cinq quartiers seront cédées à titre gratuit à la Commune de Mérignac à titre d'espaces verts et seront grevées d'une servitude non oedificandi.

Cet article modifié de manière manuscrite par les signataires, confirme les termes de l'engagement des Consorts DEMON propriétaires du domaine du château du grand parc et de la maison d'Espagne qui ont déposé en préfecture de Gironde le 30 août 1960 leur projet de lotissement en deux grands lots (parc de

Mérignac résidence et parc de Mérignac ville) sur 86 ha, avec un engagement de céder gratuitement à la commune 9 hectares pour des constructions scolaires et 20ha86 environ pour un parc public grevé d'une servitude non aedificandi.

Par la suite la cession gratuite des terrains a fait l'objet d'un acte notarié datant du 30 décembre 1964, acte qui mentionne la servitude non aedificandi aux termes du cahier des charges du lotissement précédemment validé par arrêté préfectoral. En effet l'article XVI du cahier des charges imposait classiquement dans tous les actes ultérieurs de cession la reprise des conditions du cahier des charges. La carte annexée à cet acte notarié figure au dossier d'enquête publique.

Dans le projet de lotissement (cf. plan en Annexe 4) 29 ha 86 environ sur les 86 ha concernés ont été cédés gratuitement à la ville par les consorts DEMON. L'article XI du cahier des charges susmentionné précise la destination de ces terrains :

- 20,86 ha environs sont cédés pour l'aménagement d'un « parc public » grevé d'une servitude perpétuelle non aedificandi,
- 9 ha environ sont cédés à la ville, pour des besoins scolaires.

Sur ces 9 hectares, 6 ha seront utilisés pour construire le lycée Daguin, et deux parcelles d'1,5 ha sont réservées pour des constructions d'école mais une seule école sera finalement construite, l'école du parc. La dernière parcelle de 1,5 ha n'a finalement pas fait l'objet de construction et est aujourd'hui en zone Nu du PLU et en Espace Boisé Classé.

Les 5 petites places publiques situées au centre de chacun des quartiers ont été également cédées gratuitement et également grevées d'une servitude perpétuelle non aedificandi.

En 1980 et 1983, par deux actes administratifs, les terrains correspondant aux parcelles BC438 et BC439, et situés au sein des 20 ha de « parc public » (grevés par la servitude non aedificandi) ont été cédés gratuitement par la ville au Département pour construire le Centre Départemental de Documentation Pédagogique. Le Département a ensuite cédé au Réseau Canopée en 2017 les parcelles et le bâtiment.

Ce dernier a été construit entre 1984 et 1986. Bien que les arrêtés de permis de construire de ce bâtiment aient fait l'objet postérieurement d'une annulation par la juridiction administrative, celui-ci bénéficie de la prescription administrative de dix ans prévue à l'article L421-9 du Code de l'urbanisme. Par ailleurs le bâtiment bénéficie de la prescription trentenaire de l'article 2227 du code civil.

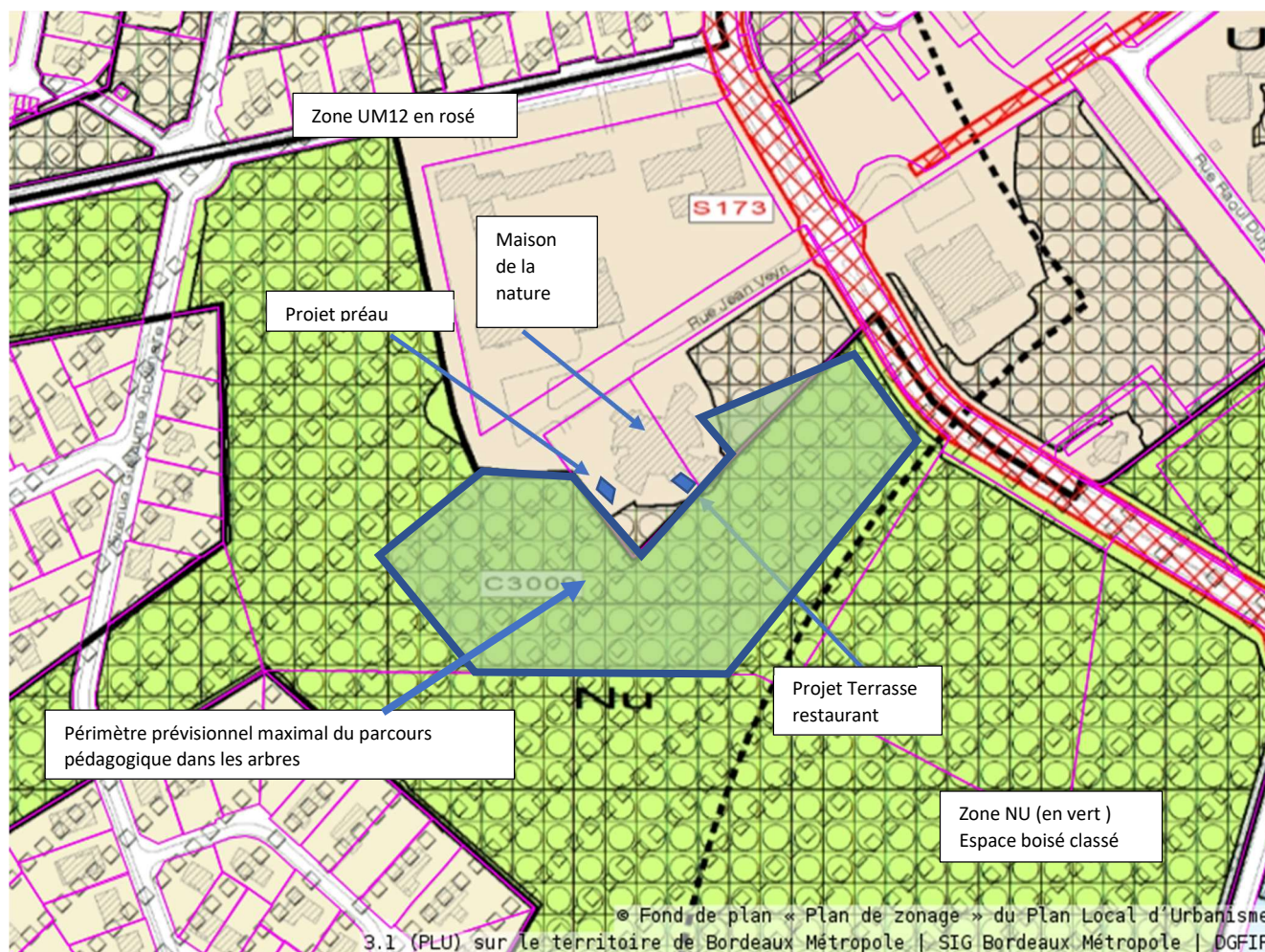
Les parcelles (BC438 et BC439) et le bâtiment ont été rachetés en 2020 par la ville au Réseau Canopée. Cet achat avait deux objectifs comme exposé précédemment : garder sous maîtrise publique des terrains constructibles et réaliser un projet d'intérêt général avec un nouveau service public pour accélérer la transition écologique du territoire.

La ville porte en effet un projet ambitieux de Maison de la Nature décrit au chapitre 4. Ce projet en cours de procédure pour une délégation de service public comporte a minima dans son programme prévisionnel trois éléments (cf. carte page 8) qui ne sont pas compatibles avec la servitude non aedificandi qui grève le site :

- la création d'un parcours pédagogique dans les arbres (départ coté parcelle BC438) et qui sort sur la parcelle BC441 en EBC, parcelle contenue dans les 20h de « parc public » et donc grevée de la servitude non aedificandi.
- des travaux qui vont nécessiter un permis avec une petite extension (préau sur le parking pour la maison du vélo – parcelle BC 439), des modifications de façade, des changements de destination.
- une terrasse extérieure pour un café-restaurant (parcelle BC439).

Ce programme prévisionnel respecte les règlements des zones UM12 et Nu du Plan Local d'Urbanisme en vigueur approuvé le 16 décembre 2016 et les dispositions de ce PLU relatives à l'environnement (numéro C3009) de la zone concernée, ainsi que les règles de protection de l'Espace Boisé Classé.

Principaux points du projet qui justifient la mise en concordance



7) Nouvelle rédaction proposée de l'article XI du cahier des charges du lotissement

L'article XI modifié par la mise en concordance serait ainsi rédigé :

Le terrain boisé compris entre l'ensemble des 5 quartiers du lotissement et la voie rocade, cédé à titre gratuit à la Commune de Mérignac, d'une surface de 29h86 environ, est destiné à l'aménagement :

- *d'un parc public dont une partie est grevée d'une servitude perpétuelle non aedificandi (Parcelles : BC12, BC13, BC48, AV92, AV94, AV75, AV95, AV120, AV121, AV35, AV122, AZ28, AZ164, BC64, AZ91)*
- *d'une zone comprenant d'une part les parcelles BC438, BC439 soumises au règlement de la zone UM12 (Tissus à dominante de grands ensembles et tissus mixtes) du PLU en vigueur avec une partie en Espace Boisé Classé et d'autre part la parcelle BC441 soumise au règlement Nu du PLU en vigueur et classée en Espace boisé classé.*
- *d'une zone de surface de 9 hectares nécessaires aux besoins scolaires, soumise aux règlements des différents zonages concernés au PLU en vigueur.*

Les places publiques situées au centre de chacun des cinq quartiers sont grevées d'une servitude non aedificandi

ANNEXE 1 *TEXTES APPLICABLES*

IAa - Code de l'urbanisme (CU)

L'article L 442-11 du CU prévoit la possibilité de mettre en concordance le règlement et cahier des charges de lotissements avec le PLU :

« Lorsque l'approbation d'un PLU ou d'un document d'urbanisme en tenant lieu intervient postérieurement au permis d'aménager un lotissement ou à la décision de non-opposition à une déclaration préalable, l'autorité compétente peut, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement et délibération du conseil municipal, modifier tout ou partie des documents du lotissement, et notamment le règlement et le cahier des charges, qu'il soit approuvé ou non approuvé, pour mettre en concordance ces documents avec le PLU ou le document d'urbanisme en tenant lieu, au regard notamment de la densité maximale de construction résultant de l'application de l'ensemble des règles du document d'urbanisme. »

IAb – Code de l'environnement (Cenv)

La présente procédure d'enquête publique est régie par les articles L 123-1 à L 123-18 et R 123-1 à 123-46, et notamment pour ceux qui concerne la présente enquête :

Article L123-1 :

L'Enquête Publique (EP) a pour objet d'assurer l'information et la participation du public ainsi que la prise en compte des intérêts des tiers lors de l'élaboration des décisions susceptibles d'affecter l'environnement mentionnées à l'article L. 123-2. Les observations et propositions parvenues pendant le délai de l'enquête sont prises en considération par le maître d'ouvrage et par l'autorité compétente pour prendre la décision.

Article L123-2 :

I. - Font l'objet d'une EP soumise aux prescriptions du présent chapitre préalablement à leur autorisation, leur approbation ou leur adoption :

(...) 4° Les autres documents d'urbanisme et les décisions portant sur des travaux, ouvrages, aménagements, plans, schémas et programmes soumises par les dispositions particulières qui leur sont applicables à une EP dans les conditions du présent chapitre. (...)

Article L123-3 :

L'EP est ouverte et organisée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête est requise. (...).

Article L123-9

La durée de l'EP est fixée par l'autorité compétente chargée de l'ouvrir et de l'organiser. Elle ne peut être inférieure à trente jours pour les projets, plans et programmes faisant l'objet d'une évaluation environnementale. La durée de l'enquête peut être réduite à quinze jours pour un projet, plan ou programme ne faisant pas l'objet d'une évaluation environnementale.

Par décision motivée, le Commissaire Enquêteur (CE) (...) peut prolonger l'enquête pour une durée maximale de quinze jours, notamment lorsqu'il décide d'organiser une réunion d'information et d'échange avec le public durant cette période de prolongation de l'enquête. Cette décision est portée à la connaissance du public, au plus tard à la date prévue initialement pour la fin de l'enquête, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-10.

Article L123-10 :

I.- Quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et durant celle-ci, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête informe le public. L'information du public est assurée par voie dématérialisée et par voie d'affichage sur le ou les lieux concernés par l'enquête, ainsi que, selon l'importance et la nature du projet, plan ou programme, par voie de publication locale.

Cet avis précise :

- l'objet de l'enquête ;
- la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et des autorités compétentes pour statuer ;
- le nom et les qualités du CE (...) ;
- la date d'ouverture de l'enquête, sa durée et ses modalités ;
- l'adresse du ou des sites internet sur lequel le dossier d'enquête peut être consulté ;
- le (ou les) lieu (x) ainsi que les horaires où le dossier de l'enquête peut être consulté sur support papier et le registre d'enquête accessible au public ;
- le ou les points et les horaires d'accès où le dossier de l'enquête publique peut être consulté sur un poste informatique ;
- la ou les adresses auxquelles le public peut transmettre ses observations et propositions pendant le délai de l'enquête. S'il existe un registre dématérialisé, cet avis précise l'adresse du site internet à laquelle il est accessible.

L'avis indique en outre l'existence d'un rapport sur les incidences environnementales, d'une étude d'impact ou, à défaut, d'un dossier comprenant les informations environnementales se rapportant à l'objet de l'enquête, et l'adresse du site internet ainsi que du ou des lieux où ces documents peuvent être consultés s'ils diffèrent de l'adresse et des lieux où le dossier peut être consulté. Il fait état, lorsqu'ils ont été émis, de l'existence de l'avis de l'autorité environnementale mentionné au V de l'article L. 122-1 et à l'article L. 122-7 du présent code ou à l'article L. 104-6 du code de l'urbanisme, et des avis des collectivités territoriales et de leurs groupements mentionnés au V de l'article L. 122-1 du présent code, ainsi que du lieu ou des lieux où ils peuvent être consultés et de l'adresse des sites internet où ils peuvent être consultés si elle diffère de celle mentionnée ci-dessus.

II. -La personne responsable du projet assume les frais afférents à ces différentes mesures de publicité de l'enquête publique.

Article L123-11

Nonobstant les dispositions du titre Ier du livre III du code des relations entre le public et l'administration, le dossier d'EP est communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, avant l'ouverture de l'EP ou pendant celle-ci.

Article L123-12

Le dossier d'EP est mis en ligne pendant toute la durée de l'enquête. Il reste consultable, pendant cette même durée, sur support papier en un ou plusieurs lieux déterminés dès l'ouverture de l'EP. Un accès gratuit au dossier est également garanti par un ou plusieurs postes informatiques dans un lieu ouvert au public.

(...). Lorsqu'aucune concertation préalable n'a eu lieu, le dossier le mentionne.

Article L123-13

I. - Le CE (...) conduit l'enquête de manière à permettre au public de disposer d'une information complète sur le projet, plan ou programme, et de participer effectivement au processus de décision. Il ou elle permet au public de faire parvenir ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête par courrier électronique de façon systématique ainsi que par toute autre modalité précisée dans l'arrêté d'ouverture de l'enquête. Les observations et propositions transmises par voie électronique sont accessibles sur un site internet désigné par voie réglementaire.

II. - Pendant l'enquête, le CE (...) reçoit le maître d'ouvrage de l'opération soumise à l'EP à la demande de ce dernier. Il peut en outre :

- recevoir toute information et, s'il estime que des documents sont utiles à la bonne information du public, demander au maître d'ouvrage de communiquer ces documents au public ;
- visiter les lieux concernés, à l'exception des lieux d'habitation, après en avoir informé au préalable les propriétaires et les occupants ;
- entendre toutes les personnes concernées par le projet, plan ou programme qui en font la demande et convoquer toutes les personnes dont il juge l'audition utile ;
- organiser, sous sa présidence, toute réunion d'information et d'échange avec le public en présence du maître d'ouvrage.

A la demande du CE (...) et lorsque les spécificités de l'enquête l'exigent, le président du Tribunal Administratif (TA)(...) peut désigner un expert chargé d'assister le CE (...). Le coût de cette expertise complémentaire est à la charge du responsable du projet.

Article L123-15

Le CE (...) rend son rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la fin de l'enquête. Si ce délai ne peut être respecté, un délai supplémentaire peut être accordé à la demande du CE (...) ou par l'autorité compétente pour organiser l'enquête, après avis du responsable du projet.

Le rapport doit faire état des observations et propositions qui ont été produites pendant la durée de l'enquête ainsi que des réponses éventuelles du maître d'ouvrage.

Le rapport et les conclusions motivées sont rendus publics par voie dématérialisée sur le site internet de l'EP et sur le lieu où ils peuvent être consultés sur support papier.

Si, à l'expiration du délai prévu au premier alinéa, le CE (...) n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni justifié d'un motif pour le dépassement du délai, l'autorité compétente pour organiser l'enquête peut, avec l'accord du maître d'ouvrage et après une mise en demeure du CE (...) restée infructueuse, demander au président du TA (...) de dessaisir le CE (...) et de lui substituer un nouveau CE (...); celui-ci doit, à partir des résultats de l'enquête, remettre le rapport et les conclusions motivées dans un maximum de trente jours à partir de sa nomination.

Le nouveau CE (...) peut faire usage des prérogatives prévues par l'article L. 123-13.

L'autorité compétente pour prendre la décision peut organiser, en présence du maître d'ouvrage, une réunion publique afin de répondre aux éventuelles réserves, recommandations ou conclusions défavorables du CE (...). Elle est organisée dans un délai de deux mois après la clôture de l'enquête. Le CE (...) sont informés de la tenue d'une telle réunion.

Article L123-17

Lorsque les projets qui ont fait l'objet d'une EP n'ont pas été entrepris dans un délai de cinq ans à compter de la décision, une nouvelle enquête doit être conduite, à moins qu'une prorogation de cinq ans au plus ne soit décidée avant l'expiration de ce délai dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article L123-18

Le responsable du projet, plan ou programme prend en charge les frais de l'enquête, notamment l'indemnisation du CE (...). Sur demande motivée du ou des CE, le président du TA (...) peut demander au responsable du projet de verser une provision. Le président (...) en fixe le montant et le délai de versement.

Article R123-2

Les projets, plans, programmes ou décisions mentionnés à l'article L. 123-2 font l'objet d'une enquête régie par les dispositions du présent chapitre préalablement à l'intervention de la décision en vue de laquelle l'enquête est requise, ou, en l'absence de dispositions prévoyant une telle décision, avant le commencement de la réalisation des projets concernés.

Article R123-5

L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête saisit, en vue de la désignation d'un CE (...) le président du TA dans le ressort duquel se situe le siège de cette autorité et lui adresse une demande qui précise l'objet de l'enquête ainsi que la période d'enquête proposée, et comporte le résumé non technique ou la note de présentation mentionnés respectivement aux 1° et 2° de l'article R. 123-8 ainsi qu'une copie de ces pièces sous format numérique.

Le président du TA (..) par lui à cette fin désigne dans un délai de quinze jours un CE (...).

Avant signature de l'arrêté d'ouverture d'enquête, l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête adresse au CE (...) une copie du dossier complet soumis à EP en format papier et en copie numérique. Il en sera de même après désignation d'un CE remplaçant par le président du TA.

En cas d'empêchement du CE désigné, l'enquête est interrompue. Après qu'un CE remplaçant a été désigné par le président du TA (...) par lui et que la date de reprise de l'enquête a été fixée, l'autorité compétente pour organiser l'EP un arrêté de reprise d'enquête dans les mêmes conditions que l'arrêté d'ouverture de l'enquête.

Article R123-8

Le dossier soumis à l'EP comprend les pièces et avis exigés par les législations et réglementations applicables au projet, plan ou programme.

Le dossier comprend au moins :

1° (...);

2° En l'absence d'évaluation environnementale le cas échéant, la décision prise après un examen au cas par cas ne soumettant pas le projet, plan ou programme à évaluation environnementale et, lorsqu'elle est requise,

l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L. 181-8 et son résumé non technique, une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, plan ou programme, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, plan ou programme et présentant un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet, plan ou programme soumis à enquête a été retenu ;

3° La mention des textes qui régissent l'EP en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet, plan ou programme considéré, ainsi que la ou les décisions pouvant être adoptées au terme de l'enquête et les autorités compétentes pour prendre la décision d'autorisation ou d'approbation ;

4° (...) ;

5° (...);

6° La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet dont le ou les maîtres d'ouvrage ont connaissance ;

7° (...).

L'autorité administrative compétente disjoint du dossier soumis à l'enquête et aux consultations prévues ci-après les informations dont la divulgation est susceptible de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5.

Article R123-9

I. - L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête précise par arrêté les informations mentionnées à l'article L. 123-10, quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et après concertation avec le CE (...). Cet arrêté précise notamment :

1° Concernant l'objet de l'enquête, les caractéristiques principales du projet, plan ou programme ainsi que l'identité de la ou des personnes responsables (...) auprès de laquelle des informations peuvent être demandées ;

2° En cas de pluralité de lieux d'enquête, (...) ;

3° L'adresse du site internet comportant un registre dématérialisé sécurisé auxquelles le public peut transmettre ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête. En l'absence de registre dématérialisé, l'arrêté indique l'adresse électronique à laquelle le public peut transmettre ses observations et propositions ;

4° Les lieux, jours et heures où le CE (...), représentée par un ou plusieurs de ses membres, se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses observations ;

5° Le cas échéant, la date et le lieu des réunions d'information et d'échange envisagées ;

6° La durée, le ou les lieux, ainsi que le ou les sites internet où à l'issue de l'enquête, le public pourra consulter le rapport et les conclusions du CE (...);

7° (...) ;

8° L'arrêté d'ouverture de l'enquête précise, s'il y a lieu, les coordonnées de chaque maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable des différents éléments du ou des projets, plans ou programmes soumis à enquête.

II. - Un dossier d'EP est disponible en support papier au minimum au siège de l'EP.

Ce dossier est également disponible depuis le site internet mentionné au II de l'article R. 123-11.

Article R123-10

Les jours et heures, ouvrables ou non, où le public pourra consulter gratuitement l'exemplaire du dossier et présenter ses observations et propositions sont fixés de manière à permettre la participation de la plus grande partie de la population, compte tenu notamment de ses horaires normaux de travail. Ils comprennent au minimum les jours et heures habituels d'ouverture au public de chacun des lieux où est déposé le dossier ; ils peuvent en outre comprendre des heures en soirée ainsi que plusieurs demi-journées prises parmi les samedis, dimanches et jours fériés.

Lorsqu'un registre dématérialisé est mis en place, il est accessible sur internet durant toute la durée de l'enquête.

Article R123-11

I. - Un avis portant les indications mentionnées à l'article R. 123-9 à la connaissance du public est publié en caractères apparents quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le ou les départements concernés. (...).

II. - L'avis mentionné au I est publié sur le site internet de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête. (...)

III. - L'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête désigne le ou les lieux où cet avis doit être publié par voie d'affiches et, éventuellement, par tout autre procédé. (...)

Cet avis est publié quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci. (...)

IV. - En outre, dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le responsable du projet procède à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet.

Ces affiches doivent être visibles et lisibles de la ou, s'il y a lieu, des voies publiques, et être conformes à des caractéristiques et dimensions fixées par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Article R123-13

I. - Pendant la durée de l'enquête, le public peut consigner ses observations et propositions sur le registre d'enquête, établi sur feuillets non mobiles, coté et paraphé par le CE (...), tenu à sa disposition dans chaque lieu d'enquête ou sur le registre dématérialisé si celui-ci est mis en place.

En outre, les observations et propositions écrites et orales du public sont également reçues par le CE (...), aux lieux, jours et heures qui auront été fixés et annoncés dans les conditions prévues aux articles R. 123-9 à R. 123-11.

Les observations et propositions du public peuvent également être adressées par voie postale ou par courrier électronique au CE (...).

II. - Les observations et propositions du public transmises par voie postale, ainsi que les observations écrites mentionnées au deuxième

alinéa du I, sont consultables au siège de l'enquête. Pour les EP dont l'avis d'ouverture est publié à compter du 1er mars 2018, ces observations et propositions sont consultables sur le site internet mentionné au II de l'article R. 123-11.

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique sont consultables sur le registre dématérialisé ou, s'il n'est pas mis en place, sur le site internet mentionné au II de l'article R. 123-11 dans les meilleurs délais.

Les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Article R123-14

Lorsqu'il entend faire compléter le dossier par des documents utiles à la bonne information du public dans les conditions prévues à l'article L.123-13, le CE (...) en fait la demande au responsable du projet, plan ou programme ; cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.

Les documents ainsi obtenus ou le refus motivé du responsable du projet, plan ou programme sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête et sur le site internet dédié.

Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête.

Article R123-15

Lorsqu'il a l'intention de visiter les lieux concernés par le projet, plan ou programme, à l'exception des lieux d'habitation, le CE en informe au moins quarante-huit heures à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée. Lorsque ceux-ci n'ont pu être prévenus, ou en cas d'opposition de leur part, le CE (...) en fait mention dans le rapport d'enquête.

Dans les conditions prévues à l'article L. 123-13, le CE (...) peut auditionner toute personne ou service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet, plan ou programme soumis à enquête publique. Le refus éventuel, motivé ou non, de demande d'information ou l'absence de réponse est mentionné par le CE (...) dans son rapport.

Article R123-17

Sans préjudice des cas prévus par des législations particulières, lorsqu'il estime que l'importance ou la nature du projet, plan ou programme ou les conditions de déroulement de l'EP rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le CE (...) en informe l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête ainsi que le responsable du projet, plan ou programme en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion.

Le CE (...) définit, en concertation avec l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête et le responsable du projet, plan ou programme, les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion.

En tant que de besoin, la durée de l'enquête peut être prolongée dans les conditions prévues à l'article L. 123-9 pour permettre l'organisation de la réunion publique.

A l'issue de la réunion publique, un compte rendu est établi par le CE (...) et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet, plan ou programme, ainsi qu'à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête. Ce compte rendu, ainsi que les observations éventuelles du responsable du projet, plan ou programme sont annexés par le CE (...) au rapport d'enquête.

Le CE (...) peut, aux fins d'établissement de ce compte rendu, procéder à l'enregistrement audio ou vidéo de la réunion d'information et d'échange avec le public. Le début et la fin de tout enregistrement doit être clairement notifié aux personnes présentes. Ces enregistrements sont transmis, exclusivement et sous sa responsabilité, par le CE (...) avec son rapport d'enquête à l'autorité en charge de l'ouverture et de l'organisation de l'enquête.

Les frais d'organisation de la réunion publique sont à la charge du responsable du projet, plan ou programme.

Dans l'hypothèse où le maître d'ouvrage du projet ou la personne publique responsable du plan ou programme refuserait de participer à une telle réunion ou de prendre en charge les frais liés à son organisation, le CE (...) en fait mention dans son rapport.

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est mis à disposition du CE (...) et clos par lui. (...)

Après clôture du registre d'enquête, le CE (...) rencontre, dans un délai de huit jours, le responsable du projet, plan ou programme et lui communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le délai de huit jours court à compter de la réception par le CE (...) du registre d'enquête et des documents annexés. Le responsable du projet, plan ou programme dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations.

Lorsque l'EP est prolongée en application de l'article L. 123-9, l'accomplissement des formalités prévues aux deux alinéas précédents est reporté à la clôture de l'enquête ainsi prolongée.

Article R123-19

Le CE (...) établit un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Le rapport comporte le rappel de l'objet du projet, plan ou programme, la liste de l'ensemble des pièces figurant dans le dossier d'enquête, une synthèse des observations du public, une analyse des propositions produites durant l'enquête et, le cas échéant, les observations du responsable du projet, plan ou programme en réponse aux observations du public.

Le CE (...) consigne, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le CE (...) transmet à l'autorité compétente pour organiser l'enquête l'exemplaire du dossier de l'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du ou des registres et pièces annexées, avec le rapport et les conclusions motivées. Il transmet simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées au président du TA.

Si, dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le CE (...) n'a pas remis son rapport et ses conclusions motivées, ni présenté à l'autorité compétente pour organiser l'enquête, conformément à la faculté qui lui est octroyée à l'article L. 123-15, une demande motivée de report de ce délai, il est fait application des dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 123-15.

Article R123-20

A la réception des conclusions du CE (...), l'autorité compétente pour organiser l'enquête, lorsqu'elle constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure, peut en informer le président du TA (...) dans un délai de quinze jours, par lettre d'observation.

Si l'insuffisance ou le défaut de motivation est avéré, le président du TA (...), dispose de quinze jours pour demander au CE (...) de compléter ses conclusions. Il en informe simultanément l'autorité compétente. En

l'absence d'intervention de la part du président du TA (...) dans ce délai de quinze jours, la demande est réputée rejetée. La décision du président du TA (...) n'est pas susceptible de recours.

Dans un délai de quinze jours à compter de la réception des conclusions du CE (...), le président du TA (...) peut également intervenir de sa propre initiative auprès de son auteur pour qu'il les complète, lorsqu'il constate une insuffisance ou un défaut de motivation de ces conclusions susceptible de constituer une irrégularité dans la procédure. Il en informe l'autorité compétente.

Le CE (...) est tenu de remettre ses conclusions complétées à l'autorité compétente pour organiser l'enquête et au président du TA dans un délai de quinze jours.

Article R123-21

L'autorité compétente pour organiser l'enquête adresse, dès leur réception, copie du rapport et des conclusions au responsable du projet, plan ou programme.

(...) pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

L'autorité compétente pour organiser l'enquête publie le rapport et les conclusions du CE (...) sur le site internet où a été publié l'avis mentionné au I de l'article R. 123-11 et le tient à la disposition du public pendant un an.

Article R123-22

L'EP poursuivie à la suite d'une suspension autorisée par arrêté, dans les conditions prévues au I de l'article L. 123-14, ou à la suite d'une interruption ordonnée par le président du tribunal administratif constatant l'empêchement d'un CE dans les conditions prévues à l'article L.123-4, est menée, si possible, par le même CE (...). Elle fait l'objet d'un nouvel arrêté fixant son organisation, de nouvelles mesures de publicité, et, pour les projets, d'une nouvelle information des communes conformément à l'article R. 123-12.

Le dossier d'enquête initial est complété dans ses différents éléments, et comprend notamment :

1° Une note expliquant les modifications substantielles apportées au projet, plan, programme, à l'étude d'impact ou au rapport sur les incidences environnementales ;

2° (...).

Article R123-23

Lorsqu'une enquête complémentaire est organisée conformément au II de l'article L. 123-14, elle porte sur les avantages et inconvénients des modifications pour le projet et pour l'environnement. L'enquête complémentaire, d'une durée de quinze jours, est ouverte dans les conditions fixées aux articles R. 123-9 à R. 123-12.

Le dossier d'enquête initial est complété dans ses différents éléments, et comprend notamment :

1° Une note expliquant les modifications substantielles apportées au projet, plan ou programme, à l'étude d'impact, l'étude d'incidence environnementale mentionnée à l'article L. 181-1 ou au rapport sur les incidences environnementales ;

2° (...).

L'enquête complémentaire est clôturée dans les conditions prévues à l'article R. 123-18.

Dans un délai de quinze jours à compter de la date de clôture de l'enquête complémentaire, le CE (...) joint au rapport principal communiqué au public à l'issue de la première enquête un rapport complémentaire et des conclusions motivées au titre de l'enquête complémentaire.

Copies des rapports sont mises conjointement à la disposition du public dans les conditions définies à l'article R. 123-21.

Article R123-24

Sauf disposition particulière, lorsque les projets qui ont fait l'objet d'une EP n'ont pas été entrepris dans un délai de cinq ans à compter de l'adoption de la décision soumise à enquête, une nouvelle enquête doit être conduite, à moins que, avant l'expiration de ce délai, une prorogation de la durée de validité de l'enquête ne soit décidée par l'autorité compétente pour prendre la décision en vue de laquelle l'enquête a été organisée. Cette prorogation a une durée de cinq ans au plus. La validité de l'enquête ne peut être prorogée si le projet a fait l'objet de modifications substantielles ou lorsque des modifications de droit ou de fait de nature à imposer une nouvelle consultation du public sont intervenues depuis la décision arrêtant le projet.

ANNEXE 2

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DECISION DU

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE BORDEAUX

26/01/2023

N° E23000012 /33

La présidente du tribunal administratif

Décision désignation de commissaire du 26/01/2023

CODE : 1

Vu enregistrée le 26/01/2023, la lettre par laquelle Monsieur le Maire de la commune de Mérignac demande la désignation d'un commissaire enquêteur en vue de procéder à une enquête publique ayant pour objet:

mise en concordance du cahier des charges du lotissement "Parc de Mérignac-Résidence" avec le PLUi de Bordeaux Métropole pour un projet de création d'une Maison de la nature ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ;

Vu le code de l'urbanisme ;

VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 et notamment l'article L. 315-4

Vu les listes départementales d'aptitude aux fonctions de commissaire enquêteur établies au titre de l'année 2023 ;

DECIDE


ARTICLE 1 : Madame Perrine MORUCHON est désignée en qualité de commissaire enquêteur pour l'enquête publique mentionnée ci-dessus.

ARTICLE 2 : Pour les besoins de l'enquête publique, le commissaire enquêteur est autorisé à utiliser son véhicule, sous réserve de satisfaire aux conditions prévues en matière d'assurance, par la législation en vigueur.

ARTICLE 3 : La présente décision sera notifiée à Monsieur le Maire de la commune de Mérignac et à Madame Perrine Moruchon.

Fait à Bordeaux, le 26/01/2023

La présidente,

Pour expédition conforme à l'original
Pour le Contrôleur des services techniques

Xavier BESSE des LARZES

Cécile MARILLER

ANNEXE 3

PARCOURS PEDAGOGIQUE DANS LES ARBRES



Esquisse du concept imaginé par la Ville



Exemple de parc à filet



Exemple de structure/ plateforme pédagogique



Exemple de structure/ plateforme pédagogique

ANNEXE 4 – plan Mérignac Résidence avec répartition schématique des affectations et parcelles du projet de Maison de la nature

